Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
4 mars 2005
N°279 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

THE BUSH EUROPE TOUR 2005

Les Européens n'obéissent plus à Washington

La tournée européenne de George W. Bush a suscité l'empressement des dirigeants de l'Union, mais aucun triomphe populaire. Le président états-unien a été écouté avec déférence, mais n'a rien obtenu de l'aide qu'il était venu chercher. De plus en plus sceptiques sur la puissance de Washington, dans le contexte du chaos irakien, les Européens se sont adaptés au modèle US : désormais, ils n'attendent plus d'être consultés pour agir.

page 2

Terrorisme : rappeler les faits

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Michael Scheuer préconise une relance de la politique des « assassinats ciblés » à l'étranger contre les islamistes. Une mesure fondée sur un certain nombre de présupposés courant dans l'opinion publique occidentale : « le » terrorisme est identifiable aux seuls islamistes et ils n'ont jamais été aussi dangereux qu'aujourd'hui. Oleg Netchiporenko, ancien expert du KGB, dénonce cette conception des groupes terroristes et s'attaque à certains mythes.

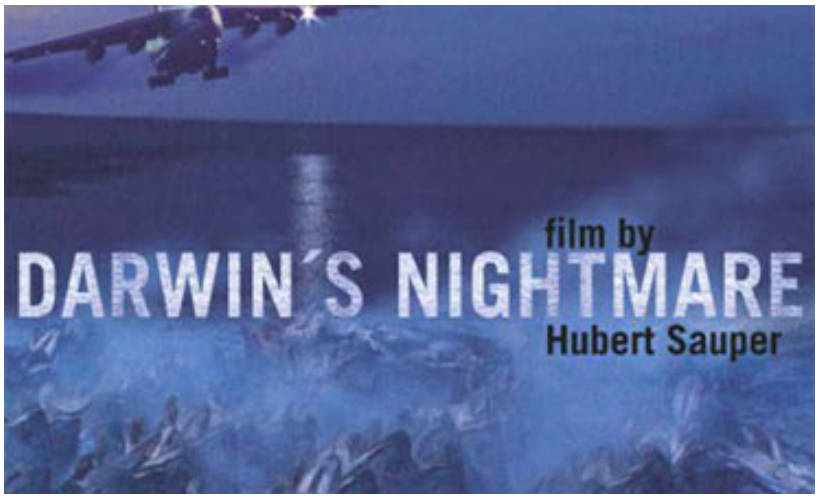
page 8

REPÈRE : 2 MARS 1917

Puerto Rico, un siècle de colonisation états-unienne

À la fin de la guerre américano-espagnole de 1898, l'île de Puerto Rico, colonie espagnole passe sous la tutelle des États-Unis. Mais le mouvement républicain anti-espagnol qui a aidé l'armée U.S. lors de l'invasion, déchante vite en découvrant que Washington n'a aucune intention d'accorder une quelconque indépendance à cette base navale, si stratégique pour le contrôle du Golfe de Mexique. Après 20 ans d'administration directe, le 1er mars 1917, le président Woodrow Wilson décrète unilatéralement que l'île sera gérée comme un État de l'Union, sans pourtant participer à ses institutions politiques. Cette annexion permet à l'Armée U.S. de forcer près de 50 000 Puerto-Ricains à « *faire leur service militaire obligatoire* ». L'île restera jusqu'à aujourd'hui un réservoir de chair-à-canon. Actuellement, plus de 10 000 Puerto-Ricains sont engagés en Irak. ■

La perche du Nil, un pur symbole de la mondialisation



La sortie du film *Le Cauchemar de Darwin* est l'occasion idéale pour revenir sur un pays, la Tanzanie, dont un produit d'exportation très prisé, la perche du Nil, représente un véritable symbole de la mondialisation néolibérale actuelle.

page 17

The Bush Europe Tour 2005

Les Européens n'obéissent plus à Washington

La tournée européenne de George W. Bush a suscité l'empressement des dirigeants de l'Union, mais aucun triomphe populaire. Le président états-unien a été écouté avec déférence, mais n'a rien obtenu de l'aide qu'il était venu chercher. De plus en plus sceptiques sur la puissance de Washington, dans le contexte du chaos irakien, les Européens se sont adaptés au modèle US : désormais, ils n'attendent plus d'être consultés pour agir.

Les époux Schröder-Koepf et Bush

Le président George W. Bush a entrepris une tournée en Europe du 21 au 24 février 2005. Son agenda comprenait (lundi 21) une rencontre avec 300 personnalités belges invitées par le German Marshall Fund, un tête-à-tête avec le secrétaire général de l'OTAN, un dîner avec Jacques Chirac ; (mardi 22) des entretiens avec Tony Blair, Silvio Berlusconi, puis Viktor Yuschenko, une rencontre avec la Commission, puis le Conseil européen ; (mercredi 23) un entretien avec Gerhard Schröder et une visite aux troupes stationnées à Wiesbaden ; (jeudi 24) une rencontre avec des personnaltiés slovaques, puis avec Vladimir Poutine.

En établissant ce programme, la Maison-Blanche avait pris soin d'organiser le dîner avec le président français à l'ambassade états-unienne à Bruxelle pour

souligner l'autorité de Washington sur l'OTAN et l'UE. Aucun entretien n'avait été prévu avec Jose-Luis Zapatero, coupable d'avoir renversé l'ami Aznar et d'avoir retiré les troupes espagnoles d'Irak. Enfin, la rencontre avec le Parlement européen avait été annulée, aucune assurance n'ayant pu être fournie que les eurodéputés feraient une « standing ovation » unanime à leur hôte, qui considère toute critique comme un crime de lèse-Amérique.

L'objectif du déplacement était de mettre un terme aux divisions survenues à propos de l'attaque contre l'Irak et de faire avancer une série de projets. Il avait été préparé par une tournée du secrétaire d'État, Condoleezza Rice. Toutefois, de manière brutale, le président Bush avait annoncé, dans un entretien au *Daily Telegraph* de Londres [1], les limites de sa patience : « Certains disent qu'il faut une Europe intégrée pour contrebalancer l'Amérique. Pourquoi, alors que nous partageons les mêmes valeurs et les mêmes buts ? » [2]. En outre, la rencontre avec le président russe devait permettre de redéfinir les relations entre les deux États après le basculement de l'Ukraine dans l'orbite US.

Renouant avec des méthodes éprouvées, la Maison-Blanche a suscité des initiatives lui permettant de se poser en arbitre maniant la carotte et le bâton. Le 17 février, une soixantaine d'experts réunis par le Brookings Institution ont publié un manifeste invitant les États-Unis et l'Union européenne à se rapprocher sur la base d'un catalogue de positions définies avant même les entretiens [3]. Simultanément, des parlementaires préparaient des interventions musclées au Congrès.

Nous examinerons ici, un à un, les principaux dossiers discutés.

Loin d'écarter la question irakienne pour pacifier les débats, le président Bush a demandé aux Européens de l'aider à « irakiser » le conflit. Il attendait d'eux qu'ils s'engagent en termes de formation des fonctionnaires et des forces de sécurités du gouvernement local, de financement de la reconstruction des infrastructures détruites par la Coalition (1 milliard de dollars de dons supplémentaires et 1,6 milliard de prêts promis et jamais activés), et aussi de remise de la dette. Surtout, sa « Coalition des volontaires » fondant comme neige au soleil, il espérait obtenir la promesse d'un engagement militaire, via l'OTAN, avec l'approbation du Conseil de sécurité. En effet, des 50 États du départ, il n'en reste aujourd'hui que la moitié et souvent avec des contingents purement symboliques.
En définitive, l'Union européenne a décidé de ne pas verser 1 euro, mais de renvoyer les demandes états-uniennes devant une conférence des donneurs que les deux puisances organiseront ensemble dans un avenir imprécis. Elle a par contre accepté de former des hauts fonctionnaires au fonctionnement de la justice et de l'État de droit. L'Union a esquivé la question de la formation des forces de sécurité, qui relève selon elle de l'OTAN.
Cependant le sommet de l'OTAN s'est limité à une « grand-messe » consensuelle au cours de laquelle fut inclus un show Yuschenko. 12 États ont refusé d'envoyer des formateurs en Irak et plus encore d'envisager l'envoi de troupes. Du coup, l'inauguration du centre de formation d'Al-Rustamaniya a été repoussée à septembre, sinon aux calendes grecques. Certains États ont néanmoins accepté de former des officiers, mais selon leurs normes et hors du territoire irakien, par exemple la France au Qatar.

À défaut de trouver un terrain d'entente sur l'Irak, les délégations l'ont cherché à propos de l'Afghanistan. En effet, tous ont approuvé en son temps l'action du Pentagone en légitime défense, même si plus personne ne croit aujourd'hui que l'Afghanistan ait attaqué les États-Unis le 11 septembre 2001. Toujours est-il que, dans un bref moment d'enthousiasme, l'OTAN a accepté de déployer des personnels sur zone. On a donc observé qu'il manquait des hommes et des moyens de transport aérien, puis chacun s'est défilé.

On ne sait dans quels termes le président Bush a donné aux Européens jusqu'au 30 juin 2005 pour régler a question du programme nucléaire militaire iranien, faute de quoi il la résoudrait par la manière forte. Avant même ce voyage, des fuites avaient révélé la date butoir. En effet Scott Ritter avait indiqué que le président Bush avait donné l'ordre d'être prêt à attaquer à l'issue de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) [4].
Cependant, les Européens ne pensent pas une telle opération possible. Ils font observer que l'Iran est en mesure de bloquer le trafic pétrolier dans le golfe arabo-persique et de créer ainsi une crise économique mondiale. Il semble également que Moscou ait déjà livré à Téhéran des missiles stratégiques de la dernière génération, susceptibles de couler un porte-avions. Bref, tout cela n'est pas raisonnable, mais précisément les faucons de Washington ne sont pas raisonnables.
Quoi qu'il en soit, les Européens se sont accrochés à leur médiation avec l'Iran, alors que M. Bush prançait ses mots inoubliables : « *Cette idée que les États-Unis s'apprêtent à attaquer l'Iran est simplement ridicule. Ayant dit cela, toutes les options sont sur la table* » [5](y compris bien sûr la plus ridicule) [6]. Pendant ce temps, le directeur de Rosatom (agence nucléaire russe) Alexandre Roumiantsev était à Téhéran pour conclure les conditions d'achèvement et de fonctionnement de la centrale de Busher [7]. Et quelques jours plus tard, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, est venu s'assurer auprès de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen que l'Union et la Russie étaient bien sur la même longueur d'ondes [8]. Et, come si ce fiasco ne suffisait pas, Reuters a révélé l'existence d'un mémo US confirmant un plan d'attaque en juin malgré les dénégations de M. Bush [9].

C'est de manière bien imprévue pour les Européens que le dossier libano-syrien a été ajouté au menu des discussions à la suite de l'assasinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Les diplomates avaient oublié que, depuis octobre 2003, le Congrés a donné carte blanche au président Bush pour attaquer ces États quand bon lui semble.
Pour des raisons qui restent encore obscures, la France, dont ce n'est pas l'intérêt, s'est immédiatement jointe aux États-Unis pour demander le retrait syrien du Liban dans la continuité de la résolution 1549 qu'elle avait contribué à faire adopter il y a six mois. Cette démarche a été utérieurement approuvée par les autres Européens et la Russie.

Le président Bush s'est montré personnellement conciliant à propos de la levée de l'embargo européen de ventes d'armes à la Chine, laissant à ses parlementaires le soin de proférer des menaces de rétorsion économiques. Au demeurant, il y a longtemps déjà que les Européens ont pris des libertés avec cet embargo, datant de 16 ans [10]. Ils ont exporté pour près de 400 millions

d'euros de matériels à usage dual en 2003. L'Allemagne a livré des moteurs de sous-marins, la France a équipé des destroyers, fourni des hélicoptères, et des sonars, sans parler des stations de brouillage pour empêcher la diffusion de La Voix de l'Amérique.
L'offensive est partie de la Heritage Foundation et a été relayée aussi bien par les républicains que par les démocrates, comme Tom Lantos. Il a été indiqué qu'en cas de livraisons d'armes à la Chine, le Pentagone réduirait ses achats et ses ventes en Europe.

Sur les questions de droit international, les États-Unis se sont montrés sourds à toutes les suggestions. Le président Bush a de nouveau refusé de signer le traité instituant la Cour internationale de Justice et exigé que les Européens reconnaissent l'immunité des citoyens états-uniens. Il a confirmé son refus d'appliquer les Conventions de Genève aux « terroristes », c'est-à-dire son intention de continuer la pratique de la torture. Il a rejeté, une nouvelle fois, le Protocole de Kyoto. Et il a balayé d'un revers de main les propositions de renforcement de l'ONU.

Enfin, avant de quitter l'Europe occidentale, M. Bush a rencontré le chancelier allemand. Juste le temps d'opposer une fin de non-recevoir à ses propositions de réforme de l'OTAN.

George Bush au siège de l'OTAN avec Condoleezza Rice (en haut), et avec Vladimir Poutine à Bratislava (en bas)

Restaient les relations avec la Russie.

La rencontre Bush-Poutine à Bratislava devait porter sur la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive. Mais en toile de fond, Washington entendait accuser l'administration Poutine de dérive totalitaire, tandis que Moscou souhaitait dénoncer l'ingérence US en Géorgie, en Ukraine et ailleurs.

Chacun a joué à fleuret moucheté. George W. Bush s'est abstenu de critiques trop virulentes devant son homologue russe, mais d'autres s'en sont chargés

pour lui. L'ancien Premier ministre Mikhail Kassianov a donné une conférence de presse à Moscou pour dire tout le mal qu'il pensait de Vladimir Poutine et de son autoritarisme, avant d'annoncer son intention de se présenter à la présidentielle de 2008. Sans relever cette étrangeté d'un opposant donnant librement une conférence de presse dans un pays sensé être totalitaire, la presse atlantiste a immédiatement décelé le talent d'un nouveau Yuschenko. Simultanément, la CIA laissait fuiter un rapport accusant la Russie de ne pas contrôler son armement nucléaire et une association de 7 000 familles états-unienne se répandait dans la presse pour dénoncer l'insensibilité des Russes refusant d'assouplir les règles d'adoption internationale de leurs orphelins. Surtout, les sénateurs John McCain et Joe Liberman déposaient une proposition de loi visant à exclure la Fédération de Russie du G8, tant que l'administration Poutine n'aurait pas cessé les attaques contre la démocratie. Côté russe, on s'abstint de provocations inutiles tant le président Poutine voulait montrer que la tension était imputable aux seuls États-uniens et que son pays représentait un alternative pacifique à leur leadership. Plus encore, au risque d'irriter son opinion publique intérieure, M. Poutine se félicita d'un début de démocratie en Irak. Peut-être, une fois les portes fermées, donna-t-il un avertissement à son homologue à propos des tentatives de renversement de régime au Kirgizstan et en Moldavie.

Les deux hommes signèrent trois documents préparés à l'avance sur le contrôle des lance-missiles sol-air potables, sur les questions énergétiques, sur l'adhésion de la Russie à l'OMC et sur la coopération nucléaire.

De retour à Washington, le bilan de George W. Bush apparaît bien maigre. Aucun de ses objectifs initiaux n'a été atteint, hormis la création d'un consensus inespéré sur le retrait syrien du Liban. Pire, les Européens ont appris à utiliser les arcanes de leur bureaucratie pour diluer leurs responsabilités et échapper aux injonctions états-uniennes. En définitive, tous les leaders européens se sont empressés devant M. Bush, tous lui ont souri, beaucoup l'ont même flatté, mais personne ne lui a obéi. Tout se passe comme si le mythe de l'hyper-puissance était mort, comme si les Européens commençaient à agir sans trop se préoccuper de Washington.

---

[1] « Bush rejects moves to boost EU military might » par Alec Russell, *The Daily Telegraph*, 19 février 2005.

[2] Citation originale : « *Some have said we must have a unified Europe to balance America. Why, when, in fact we share values and goals ?* ».

[3] « A Compact Between The United states and Europe », Brookings Institution, 17 février 2005.

[4] « Scott Ritter Says U.S. Plans June Attack On Iran » par Mark Jensen, UFPPC, 19 février 2005.

[5] Citation originale : « *This notion that United States is getting ready to attack Iran is simply ridiculous. And having said that, all options are on the table* ».

[6] Bush Tries To Allay E.U. Worry Over Iran » par Michael A. Fletcher et Keith B. Rchburg, *The Washington Post*, 23 février 2005.

[7] « Le patron du nucléaire russe en Iran » par Tatiana Sinitstna, RIA-Novosti, 25 février 2005.

[8] « EU backs Russia over Iran, despite US protests », AFP, 28 février 2005.

[9] « U.S. May Give EU Till June to Coax Iran on Nukes » par Louis Charbonneau, Reuters, 25 février 2005.

[10] « Europe's Embargo on weapons sales to China is not what it seems » par John Leicester, AP, 27 février 2005.

Terrorisme : rappeler les faits

Analyse

La France et le Royaume-Uni se livrent à un exercice de communication croisée sur leur partenariat dans le domaine humanitaire en Afrique. Tony Blair commente ce partenariat en France dans *Le Figaro* et Gérard Errera, l'ambassadeur de France au Royaume-Uni, dans *The Guardian*.

Le Premier ministre britannique insiste sur la coopération franco-britannique et sur le ralliement de la France au projet de « Facilité financière internationale » (FFI) qui permettra de dégager des fonds supplémentaires pour les programmes humanitaires en Afrique. De son côté, l'ambassadeur français se réjouit également de ce partenariat à l'initiative des Britanniques mais demande en retour un soutien de Londres au projet de Jacques Chirac de mise en place d'un impôt international sur les tickets d'avion et les transactions financières pour dégager des fonds contre le SIDA en Afrique.

Le projet de FFI qui, selon Gordon Brown, devrait permettre de porter de 50 à 100 milliards de dollars par an les crédits mobilisables par les pays démunis, consiste en des prêts garantis par les Occidentaux, qui serviront ensuite de caution aux Etats africains, pour bénéficier de prêts additionnels. Il sera donc possible pour les pays africains de s'endetter à un meilleur taux. Le Premier ministre britannique et l'ambassadeur français oublient de préciser que « ce soutien financier », sera subordonné aux efforts de « bonne gouvernance » de ces pays. Comme l'annulation ou la réduction des dettes des pays du Tiers monde fait encore débat au sein du G7 et que les pays riches n'ont pas encore fait passer leur contribution à l'aide au développement à 0,7 % du PIB, le système proposé est de permettre de baisser les taux d'intérêts des pays pauvres mais également d'accroître la dépendance vis-à-vis des organismes financiers internationaux.

Michael Scheuer, ancien agent de la CIA et auteur d'un livre « anonyme » qui dénonçait la politique de l'administration Bush, repart à la charge dans le *San Francisco Chronicles* contre les néo-conservateurs au nom des grands principes traditionnels de la politique étrangères états-unienne. Il appelle à un retour à la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays et à un grand débat sur la politique états-unienne au Moyen-Orient et sur le soutien à Israël et à l'Arabie saoudite. Surtout, il appelle à une relance de la politique des « assassinats ciblés » à l'étranger contre les islamistes, ce qui est en contradiction avec le principe de « non-intervention » qu'il prétend défendre. Cette analyse se fonde sur un certain nombre de présupposés courants dans l'opinion publique occidentale : « le » terrorisme (formulation en elle même biaisée car elle assimile une méthode à un courant politique) est identifiable aux seuls islamistes, les groupes terroristes sont de vastes réseaux autonomes et ils n'ont jamais été aussi dangereux qu'aujourd'hui, justifiant ainsi la politique d'intervention états-unienne au Proche-Orient. Oleg Netchiporenko, ancien expert du KGB, revient dans une interview à *Trud* sur la conception traditionnelle des groupes terroristes et s'attaque à certains mythes. Selon lui, ce n'est pas aujourd'hui mais durant la seconde moitié du XXième siècle que les groupes terroristes ont été les plus actifs et pour cause : ils étaient soutenus par les grandes puissances de la Guerre froide qui instrumentalisaient ces groupes contre leurs adversaires. Les groupes terroristes en lien avec l'URSS avaient « Carlos » comme coordinateur tandis que ceux dirigés par les Occidentaux étaient rassemblés et soutenus par la Ligue anti-communiste mondiale, ancien sponsor de Ben Laden. L'auteur profite de cette interview pour dénoncer à mots couverts l'attitude occidentale qui affirme faire la guerre au terrorisme mais abrite les terroristes tchétchènes.

Le président géorgien Mikhail Saakashvili apporte son soutien par anticipation à la prochaine « révolution » colorée en Moldavie, qui pourrait avoir lieu lors des prochaines élections parlementaire moldave du 6 mars, dans une interview accordée à *La Repubblica* et traduite en russe par *Inosmi.ru*. Il dénonce la politique de la Russie dans les anciennes Républiques soviétiques et affirme vouloir tourner son pays vers l'Europe qui l'aurait aider sans contrepartie. Il appelle les Moldaves à faire de même et à renvoyer le parti communiste moldave qu'il accuse d'être à la botte de Moscou. Pourtant, rien n'est moins vraie que cette présentation. Le parti communiste moldave du président Voronine est, malgré son nom, aligné sur les États-Unis et a soutenu la Guerre en Irak. Pourtant, le département d'État pourrait être tenté d'organiser une opération à l'ukrainienne pour hâter le processus d'intégration à l'Union européenne, malgré l'épineuse question de la Transnistrie et au risque de provoquer une sécession des russophones. Le président moldave Vladimir Voronine dénonce son opposition dans une interview à *Kommersant* mais, désireux de ne pas offusquer Washington malgré la menace qui pèse sur lui, l'accuse d'être financée par le gouvernement sécessionniste de Transnistrie, région qu'il accuse d'être une enclave criminelle.

Enfin, l'Israélien Yossi Beilin et le Palestinien Yasser Abed Rabbo, les promoteurs de l'Initiative de Genève, utilisent leur droit de réponse dans *Ha'aretz* après qu'un éditorialiste du quotidien israélien ait affirmé qu'ils soutenaient l'implantation du Mur d'annexion en Cisjordanie. Ils rappellent que s'ils ne sont pas opposés sur le principe à une barrière entre les territoires

palestiniens et israéliens, ils estiment que celle ci doit longer approximativement la frontière de 1967. Ils en profitent pour dénoncer à nouveau la politique unilatérale d'Ariel Sharon et de prédire que la politique actuelle court à l'échec. Fort bien, mais dans ces conditions, pourquoi le Yahad de Yossi Beilin a sauvé le gouvernement Sharon quand il pouvait être renversé par une motion de censure ?

Réseau Voltaire

Tony Blair

Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Afrique : les raisons de l'optimisme »

Source : Le Figaro
Référence : « Afrique : les raisons de l'optimisme », par Tony Blair, *Le Figaro*, 1er mars 2005.

Nous avons mis l'Afrique et le réchauffement climatique en tête des priorités pour la présidence britannique du G8 qui s'est ouverte en janvier. L'Afrique est un continent formidable, mais accablé de problème si enracinés et si répandus qu'aucun continent, aussi prospère soit-il, ne saurait les résoudre seul. Or, l'Afrique est le continent le plus pauvre du monde et le plus touché par l'épidémie de SIDA. Les démocraties devraient se sentir concernées parce que les citoyens le sont. Ils donnent des millions de dollars pour aider l'Afrique et, comme moi, ils ne trouvent pas admissible que dans un monde toujours plus riche et toujours en meilleure santé un petit Africain sur six meure avant son cinquième anniversaire.

Concernant l'Afrique, le cœur et la tête nous pousse dans la même direction. Nous ne pouvons pas fermer nos frontières aux problèmes extérieures car les crises provoque une émigration en direction de nos pays et créent les conditions du terrorisme et du fanatisme. Nous avons cependant des raisons d'être optimistes. Nous observons l'émergence d'une génération de dirigeants élus démocratiquement, bien décidés à tout faire, honnêtement et efficacement, pour que leurs concitoyens aient une vie meilleure. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) s'est également fixé un agenda ambitieux. Toutefois, les problèmes à surmonter vont bien au delà de ce que les financements traditionnels peuvent surmonter.

Pour trouver de nouveaux mécanismes, la Grande-Bretagne réfléchit avec ses partenaires, dont la France, à une "facilité financière internationale" (FFI) et à certaines propositions du rapport Landau demandé par le président Chirac. Le FFI est un système fondé sur les engagements à long terme, et à caractère contraignant, des pays donateurs les plus riches, comme nous-mêmes. Sur la base des engagements déjà pris, elle empruntera à des taux préférentiels sur les marchés internationaux des capitaux pour donner très vite de l'élan à l'aide au développement d'ici à 2015, mettant ainsi à notre portée les "objectifs du millénaire". Avec la France, nous allons lancer une FFI qui pourrait augmenter

de 4 milliards de dollars en 10 ans le financement des programmes d'immunisation. Il faut aussi s'en prendre aux barrières commerciales qui font monter les prix payés par les consommateurs, empêchent les pays africains d'exporter leurs produits, et font que l'Europe dépense plus en subventions à sa propre agriculture qu'en aide à l'Afrique.

Comme le président Chirac, je crois qu'il est impératif de faire de 2005 une année décisive dans la lutte contre la pauvreté et la France et la Grande Bretagne collabore dans ce domaine. La mission commune au Niger et en Zambie de nos ministres du Développement, Xavier Darcos et Hilary Benn, début février, illustre bien la volonté de nos gouvernements de joindre leurs forces dans l'effort consenti par tous pour atteindre les "objectifs de développement du millénaire". Ainsi, la Grande Bretagne va investir dix milliards d'euros dans la scolarisation en Namibie mais plutôt que de créer un nouveau programme, la Grande Bretagne va faire passer cette aide par le programme de coopération française. C'est la première fois que la Grande-Bretagne et la France unissent leurs efforts de cette façon, et ce pourrait être un exemple pour optimiser l'aide dans d'autres domaines. Nous espérons qu'il sera suivi.

Gérard Errera

Ancien ambassadeur de France à l'OTAN, Gérard Errera est l'ambassadeur français au Royaume-Uni.

« Le tsunami silencieux en Afrique »

Source : The Guardian
Référence : « The silent tsunamis of Africa », par Gérard Errera, *The Guardian*, 2 mars 2004.

Afin de faire de la pauvreté de l'histoire ancienne, la France et la Grande Bretagne soutiennent de nouvelles idées. Il y a cinq ans, l'Assemblée générale de l'ONU se fixait une série d'objectif de réduction de la pauvreté et de développement humain à atteindre avant 2015, mais les moyens étaient insuffisants, spécialement en Afrique sub-saharienne. Il faut accroître l'aide au développement et avec une augmentation annuelle de 50 milliards de dollars, nous pourrons atteindre les objectifs du millénaire ; ce n'est pas grand chose si on se souvient que le PIB mondial est de 40 000 milliards de dollars.

Aujourd'hui, le débat se porte sur les sources de ce financement et dans ce débat, la France et la Grande Bretagne soutiennent des positions innovantes. Les pays développés doivent consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement ; la France et la Grande Bretagne se sont fixés cet objectif pour 2012 mais nous avons besoin de faire plus. C'est pourquoi la Grande Bretagne a proposé de créer une " facilité financière internationale " (FFI) qui permettra de développer les transferts financiers aux pays pauvres. Nos deux pays, avec la Bill and Melinda Gates Foundation, travaillent sur une FFI en faveur des vaccinations dans les pays pauvres.

La France soutient fortement la création d'une taxe globale pour financer le combat contre la pauvreté. L'année dernière, le Brésil, le Chili, la France et l'Espagne ont analysé plusieurs options pour les impôts globaux contre la pauvreté et Jacques Chirac, lors de son discours à Davos, a proposé une taxe

infime sur les transactions financières et des taxes sur les transports aériens. Cet impôt international est sujet à controverse, mais la générosité déployée lors du tsunami en Asie pourrait marquer un tournant pour l'opinion publique internationale. Qui pourrait désormais s'opposer à une surtaxe d'une ou deux livres sur chaque ticket d'avion alors que cet impôt permettrait de financer la lutte mondiale contre le SIDA, ce tsunami silencieux qui touche l'Afrique ? La proposition franco-britannique de FFI est différente mais complémentaire. Nous avons les mêmes objectifs que la Grande Bretagne et c'est une bonne chose que la Grande Bretagne ait pris la direction du G7 cette année.

Michael Scheuer

Ancien responsable de la CIA, récemment démissionnaire, Michael Scheuer a dirigé la traque de Ben Laden pour cette agence entre 1996 et 1999. Il a signé sous le pseudonyme « *Anonymous* » le livre *Imperial Hubris*.

« Les politiques font de nous des cibles mais nous pouvons toujours gagner la guerre au terrorisme »

Source : San Francisco Chronicles
Référence : « Policies make us a target, but we can still win against terrorism », par Michael Scheuer, *San Francisco Chronicles*, 1er mars 2005.

Malgré l'apparente énormité de la tâche, les États-Unis peuvent déployer les ressources pour gagner la guerre au terrorisme. Cela requiert quatre orientations :

- La vérité : nos dirigeants doivent cesser de mentir à nos concitoyens. La guerre menée par Ben Laden et ces alliés n'a pas pour but la destruction de nos libertés et de nos sociétés, elle est inspirée par la haine de nos politique au Moyen-Orient. C'est le soutien à des tyrannies arabes comme l'Arabie saoudite, le soutien à Israël et la présence militaire dans la péninsule arabe, en Irak et en Afghanistan.
- La force : la volonté du Congrès d'appliquer la loi fédérale hors de nos frontières et celle des administrations successives de développer la " loi internationale " met nos soldats en danger. La plupart de nos ennemis islamistes ne s'arrêteront jamais. Il faut les tuer. Historiquement, les États-Unis gagnent leurs guerres quand ils sont sans pitié.
- La démocratie chez nous : Nous devons débattre de la politique qui est menée depuis 30 ans et qui nous a menés à ce désastre.
- Les principes : il faut revenir aux principes de la politique étrangère des pères fondateurs. La politique étrangère actuelle risque de nous mener à des guerres sans fin. Nous devons en revenir à la liberté des mers, au libre-échange, à la non-intervention et au refus des guerres optionnelles. Ceux qui affirment que notre liberté dépend de celle des autres devraient relire John Quincy Adams.

Oleg Netchiporenko

Oleg Netchiporenko est colonel du KGB à la retraite, Il a été l'agent résident de ce service au Mexique (1965-1971). Il est l'auteur de *Lee Harvey Oswald, son chemin vers le meurtre du président*. Présenté comme l'un des meilleurs experts en terrorisme russe, il a été directeur général du fond national anticriminel et antiterroriste (2001-2005).

« A la poursuite du Chacal »

Source : Trud
Référence : « ••••• •••••• », par Oleg Netchiporenko, *Trud*, 2 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Dans l'histoire moderne, le pic d'activation du terrorisme se situe dans la deuxième moitié du vingtième siècle, contrairement a ce que l'on peut entendre depuis le 11 Septembre 2001. Des organisations comme Narodnaïa Volia (volonté du peuple) ou Zemlia i Volia (terre et liberté), étaient actives en Russie, ensuite sont venus les SR (socialistes révolutionnaires), les Bolcheviks, qui ont aussi utilisé les méthode terroristes. Ce terrorisme était déjà international à l'époque. Il y a quelques dizaines d'années, il se partageait en deux camps, le terrorisme de gauche ou gauchisant et le terrorisme de droite. Cette séparation s'expliquait par le fait que les deux systèmes en place sur la planète utilisaient les organisations terroristes comme instrument de leur politique.

Le terrorisme de gauche était dirigé par Ilitch Ramirez Sanchez, dit Carlos ou le Chacal. Le schéma d'action était le suivant : un groupe, disons les brigades rouges italiennes, commettent une action sur le territoire français et une organisation terroriste française la revendique, le commando quitte le pays aussitôt après l'opération, le groupe français a un alibi, les services spéciaux sont dans l'impasse. Le terrorisme de droite était lui uni sous la bannière de la célèbre ligue internationale anti-bolchévique. Carlos avait choisi la Hongrie comme camp de base et a donné bien du fil a retordre au services spéciaux de ce pays qui a du adhérer à Interpol pour se débarrasser de cet hôte encombrant. Il n'était pas agent du KGB mais avait des contacts avec les services spéciaux de RDA.

Le comité de sécurité nationale soviétique a fait tout son possible pour endiguer le phénomène terroriste, en particulier l'action des Frères Musulmans sur la jeunesse musulmane d'URSS. Il y a aujourd'hui environ 500 organisations terroristes diverses sur la planète, seule une bonne trentaine d'entre elles représentent un réel danger. Nos services spéciaux n'ont jamais infiltré les organisations terroristes, selon la volonté de Youri Andropov. Nous avons aidé des mouvements de libération nationale, mais dans les limites du raisonnable.

Le système de lutte mondiale contre le terrorisme ne fonctionne pas car il agit comme un filet qui ne retiendrait que les petits poissons. Le réseau terroriste fonctionne sur le mode de la libre adhésion, de la créativité associée à la débrouillardise. C'est une association sans fin de vieilles recettes et de nouvelles. Pour contrer le terrorisme il faudrait savoir : quand ? Où ? Pourquoi ? et comment ? Malheureusement les terroristes disposent de plus d'imagination que les services ne disposent de moyens.

Je pense que l'Occident, même après la Guerre froide, continue de réaliser ses objectifs stratégiques en ayant recours aux organisations terroristes. Il y a beaucoup trop d'attentats là ou il faut et quand il faut, les terroristes se sentent chez eux en Allemagne, en France, en Grande Bretagne et même aux États-Unis. La politique des deux poids, deux mesures, fait perdurer la menace

terroriste et permet de faire de nouvelles recrues dans les rangs des extrémistes. Aujourd'hui les autorités de l'islamisme radical, que j'appellerai les " hommes de parole ", utilisent les médias modernes pour transmettre leurs idées, l'émotion suscitée chez des millions gens est pour certains le début d'une vocation pour l'action. C'est ce que l'on appelle la chair à canon. La mort de ces gens ne provoque aucun dommage au terrorisme, ils seront remplacés. La société mondiale doit résoudre des problèmes économiques, politiques et sociaux pour interrompre ce cycle infernal.

Mikhail Saakashvili

Ancien ministre de la Justice d'Édouard Chevardnadze puis meneur de la « Révolution de la Rose » orchestrée par la National Endowment for Democracy en Géorgie, Mikhail Saakashvili est président de la Géorgie.

« La révolution frappe l'Europe, Poutine ne pourra plus l'arrêter »

Source : Inosmi.ru
Référence : « ••••••••• •••••••• ••••••. ••••• •••••• •• •••••• ••••••••••• •• », par Mikhail Saakashvili, *Inosmi.ru*, 2 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview parue dans le journal italien *La Repubblica*.

Je ne sais pas si je suis le premier ou l'avant dernier révolutionnaire de l'ancienne URSS ; l'expansion de la démocratie n'est pas mathématique. Les anciennes républiques soviétiques, y compris la Biélorussie, veulent la modernisation, une partie du chemin est faite, personne ne pourra échapper à la chute des derniers régimes. Les Russes font comme si la Géorgie faisait partie de leur pays, ils veulent interrompre le contrôle de la frontière par l'OSCE, ils ne veulent pas retirer leurs bases militaires et attisent le feu du séparatisme en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Les États-Unis et l'Europe doivent réagir, le Caucase peut s'enflammer. Vladimir Poutine doit savoir que s'il ne retire pas ses soldats, nous couperons l'alimentation en énergie de ses bases et n'accorderons plus de visa à ses soldats. Nous avons peur d'une intervention russe en Géorgie depuis que nous sommes accusés de servir de base arrière aux Boïevikis tchétchènes et que la Russie s'est déclaré prête à intervenir hors de ses frontières. Pour éviter une tragédie en Abkhazie et en Ossétie du Sud, nous proposons un degré d'autonomie jamais égalé sur la planète. Si Moscou permet à nos minorités ethniques de décider librement, nous aboutirons à un accord.
Je pense que la Moldavie va suivre l'exemple de l'Ukraine et de la Géorgie dimanche prochain ; la nomenklatura communiste au pouvoir, soutenue par Moscou, grimée en capitaliste, est en fin de vie. L'opposition démocratique est dans la rue, les gens ne peuvent plus supporter la peur, la pauvreté, la censure et la corruption, la Russie a perdu. La Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie et la Roumanie sont des locomotives pour la région de la Mer Noire et son entrée dans l'union européenne.
Nous avons choisi les Etats-Unis et l'Europe au détriment de la Russie car ils ont soutenue la démocratie sans aucune forme de chantage, les Russes utilisent le langage de la peur dans toute l'ancienne Union Soviétique. J'avais besoin d'aide pour repartir de zéro, payer les salaires et les retraites, ils nous ont donné de l'argent pour relancer. Nous avons commencé une privatisation transparente pour renouveler les infrastructures et construire des oléoducs et gazoducs

stratégiques. Pour ce qui est du Prix Nobel que l'on parle de m'attribuer, je réponds en chrétien : Après Mikhail Gorbatchev et Lech Walesa, c'est au tour du Pape ; c'est lui qui a redonné l'espoir en Europe de l'Est et qui a sauvé l'Occident.

Vladimir Voronine

Vladimir Voronine est le président de la république moldave et chef du Parti communiste. En 1989-1990, il est ministre de l'Intérieur de la RSSM (major général), et figure sur la liste de réserve du ministère russe de l'Intérieur jusqu'à septembre 1993. En octobre 1993, il participe au congrès constitutif du Parti Communiste de Moldavie (PCM).

« Je suis très fatigué par mon travail de président »

Source : Kommersant
Référence : « • ••••• ••••• •••••••• ••••••••••• », par Vladimir Voronine, Kommersant, 1er Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous avons qualifié la Transnistrie d'enclave criminelle car il faut appeler un chat, un chat. J'ai transmis au parquet des documents provenant de la chancellerie dévastée de Saddam Hussein, qui font état de ventes d'armes à l'Irak passant par la Transnistrie. Certaines personnes en Russie y ont des intérêts et m'attaquent en ce moment, on m'a même dit qu'elles projetaient d'attenter à ma vie. Il y a 13 usines d'armement là-bas, je peux même vous montrer [note : il sort un stylo de son pupitre], ce stylo est en réalité un pistolet avec lequel je peux tirer sur vous. En dehors de ce stylo qui permet aussi d'écrire, on fabrique en Transnistrie des lance-roquettes GRAD et des mortiers qui sont utilisés contre les soldats russes en Tchétchénie.
Je n'ai pas peur que l'on dise que " Voronine, c'est la guerre ", comme on le voit sur certaine affiches là-bas, je n'ai pas peur car j'y suis né et que tout le monde me connaît. Quand on parle librement avec les habitants, on comprend que personne ne veut d'Igor Smirnov. Nous savons qu'ils préparent des provocations, qu'ils ont fait des réserves de véhicules aux couleurs de la police moldave ainsi que d'uniformes, qu'ils ont occupé des écoles moldaves et des dépôts de locomotives, mais nous allons isoler les provocateurs. Il faut se rappeler comment a commencé la Deuxième Guerre mondiale, quand des fascistes habillés en policiers polonais ont attaqué la Pologne.
Je ne suis pas fâché avec Vladimir Poutine, mais nous ne nous sommes pas entendus sur le contenu du mémorandum que nous aurions du signer ensemble. Signer un document sur lequel figurait les termes " République moldave de Transnistrie ", c'était reconnaître de facto leur indépendance, et les Russes voulaient aussi que j'accepte le stationnement d'un contingent pour 20 ans sur le territoire moldave. Nos relations sont normales, il ne servirait à rien de prendre des sanctions, les principales manufactures de tabac et entreprises vinicoles du pays appartiennent à des Russes.
Ce n'est pas la Russie qui finance mes opposants du bloc " Moldavie démocratique " mais la Transnistrie. C'est une honte pour la Russie de laisser s'exprimer sur une télévision nationale, un criminel comme Georgi Karamalak qui a au moins quatre meurtres sur la conscience. Nous avons demandé son extradition à trois reprises. La Moldavie a commencé à se redresser et j'espère que nous obtiendrons la majorité au parlement pour continuer sur cette voie. Si l'on nous accuse de falsification il faudra le prouver. Nos représentants ne représentent que 41% dans les pouvoirs locaux, il est donc plus facile pour

l'opposition de truquer les élections.

Yossi Beilin, Yasir Abed Rabbo

Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

Yasir Abed Rabbo est ancien ministre de l'information de l'Autorité palestinienne et l'un des principaux négociateur des accords de Genève.

« Qui a dit que nous soutenions la barrière ? »

Source : Ha'aretz
Référence : « Who says we embrace the fence ? », par Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, *Ha'aretz*, 2 mars 2005.

C'est avec un grand désarroi que nous avons suivi le débat du gouvernement israélien sur la barrière de séparation. Dans un éditorial de *Ha'aretz* pourtant, Meron Rapoport déclare que les promoteurs de l'initiative de Genève ont accueilli ce développement avec satisfaction. C'est faux, nous estimons que cette barrière ne sert ni les intérêts palestiniens, ni les intérêts israéliens et nous pensons que le gouvernement sera un jour bien obligé de l'admettre, comme il a dû admettre que sa politique de démolition des habitations palestiniennes qui développait la colère des Palestiniens était contre-productive.
Pour les Palestiniens, la barrière nuit à leur vie quotidienne et pour les Israéliens, chaque avancée de la barrière est une somme prélevée sur leurs budgets sociaux. Nous ne sommes pas opposés par principe à une barrière délimitant une frontière politique, mais on ne met pas une barrière dans le jardin de son voisin. Dans l'accord de Genève, nous voulons une frontière qui soit le fruit d'un accord mutuel, en nous basant sur la frontière de 1967, accompagnée de modifications mineures agréées par les deux parties.
Par ses mesures unilatérales, Ariel Sharon reprend d'une main ce qu'il a accordé de l'autre à Charm El-Cheikh. Il faut en finir avec cet unilatéralisme et en revenir aux négociations, car la perpétuation de la politique unilatérale du " fait accompli " nuit à la possibilité d'une solution des deux États. Les accords intérimaires ne font que provoquer l'impatience et accroître l'extrémisme. Il faut un statut final fondé sur les propositions de l'Initiative de Genève.

La perche du Nil, un pur symbole de la mondialisation

La sortie du film *Le Cauchemar de Darwin* est l'occasion idéale pour revenir sur un pays, la Tanzanie, dont un produit d'exportation très prisé, la perche du Nil, représente un véritable symbole de la mondialisation néolibérale actuelle.

Grand comme deux fois la France, la Tanzanie est un pays d'Afrique orientale, situé en bordure de l'Océan. Son point culminant est le célèbre Kilimandjaro. Ce pays résulte de l'union du Tanganyika et de Zanzibar. Le Tanganyika (colonie allemande, puis britannique à partir de 1920) accède à l'indépendance en 1961 et la république est proclamée en 1962. A son tour, Zanzibar (colonie britannique dès 1890) acquiert son indépendance en 1963. Un an après, les deux pays proclament leur union, en préservant une autonomie respective. La capitale politique est Dodoma, au centre du pays, mais le centre économique est le port de Dar es-Salaam sur l'Océan indien.

A la formation de la Tanzanie, Julius Nyerere, leader panafricaniste et tiers-mondiste, acteur principal de la lutte pour l'indépendance du pays, en devient le premier président. Il le restera jusqu'en novembre 1985. En février 1967, il prononce le célèbre discours d'Arusha, où il jette les bases d'une politique économique autonome, qu'il articule autour de trois principes : « *un gouvernement honnête, l'égalité entre les riches et les pauvres, l'indépendance économique* ». Il prône l'authenticité tanzanienne. Il rend l'école obligatoire et trace les grandes lignes d'une profonde réforme de l'enseignement « *Education for self-reliance* », l'éducation pour compter sur ses propres forces. Le système de santé est modifié, et à partir de 1972, de nouveaux centres ruraux de santé sont créés, ceci s'accompagnant de l'accroissement de personnels de santé. L'accent est mis sur la médecine préventive, avec des campagnes d'éducation à la santé, de vaccinations. Sur le plan économique, il donne un rôle fort et central à l'Etat : le 6 février 1967, toutes les banques d'affaires privées sont nationalisées, ainsi que, dans les mois qui suivent, de nombreuses sociétés privées. Des coopératives d'État sont créées, pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire. L'agriculture est choisie comme domaine décisif de l'activité économique. La propriété agricole est exploitée selon un système communautaire, basé sur des collectivités rurales nommées *ujamaa*, d'un terme

swahili : « *communautés économiques et sociales rurales dans lesquelles les gens vivent ensemble et travaillent ensemble pour le bien de tous* » selon Nyerere, et qui deviendront le symbole du socialisme tanzanien.

A l'étranger, Nyerere soutient de nombreux mouvements africains de libération, notamment les indépendantistes mozambicains en lutte contre l'autorité portugaise. En 1979, suite à un désaccord de frontière, les troupes tanzaniennes attaquent l'Ouganda où règne Idi Amin Dada, dictateur sanguinaire et grotesque, provoquant sa chute. Il participe activement aux négociations menant à la fin du régime d'apartheid en Rhodésie du Nord et à la création du Zimbabwe en 1980.

Le début des années 1980 est très difficile au niveau international, avec le déclenchement de la crise de la dette. La Tanzanie est particulièrement touchée car Nyerere s'appuyait beaucoup sur l'aide étrangère, qu'elle soit anglaise, allemande ou chinoise, pour financer sa politique. La dette est passée de 212 millions de dollars en 1970 à 5,3 milliards en 1980. La corruption qui règne dans le pays n'arrange rien. La situation devient vite intenable.

En 1985, Nyerere quitte le pouvoir sur un bilan mitigé, et ses successeurs, Ali Hassan Mwinyi (1985-1995) puis Benjamin Mkapa, lancent le pays sur la voie de la libéralisation économique. L'économie est ouverte aux capitaux étrangers, ruinant de nombreuses petites entreprises tanzaniennes. Les conséquences sociales sont terribles. Aujourd'hui, pour ce pays de 36 millions d'individus, le revenu annuel moyen par habitant est de 290 dollars. A cause des ravages du sida, l'espérance de vie à la naissance est tombée à 43 ans. Plus d'un Tanzanien sur trois vit au-dessous du seuil de pauvreté, selon les statistiques officielles. Depuis 1998, un système de TVA unique à 20 % frappe durement les plus démunis, alors que le gouvernement a supprimé le soutien aux prix agricoles pour les petits producteurs et les subventions sur les produits de première nécessité pour la population. Les grands domaines agricoles appartenant à l'Etat ont été privatisés et les petits paysans n'ont plus reçu d'intrants agricoles tels que les semences et les engrais, désorganisant toute la production dont dépend pourtant le pays, dont près de 90 % de la population active s'adonne à l'agriculture. Les principales exportations, qui permettent de se procurer les devises nécessaires au remboursement de la dette, sont le café et le coton. Les exportations de bois ont décliné, de même que les ventes de sisal, jadis l'une des richesses du pays, et de clous de girofle de Zanzibar. L'exportation de la perche du Nil, poisson prédateur du lac Victoria, est venue s'ajouter récemment aux exportations traditionnelles. Le film *Le Cauchemar de Darwin*, aborde cet aspect de l'économie tanzanienne, et toutes les conséquences sur place (misère, violence, sida, famine, etc.).

Pour toutes ces raisons, la Tanzanie fait partie des pays pauvres très endettés (PPTE), ouvrant droit théoriquement à une réduction de sa dette. Elle a atteint le point d'achèvement en novembre 2001. Cela fut l'occasion d'un communiqué de presse autosatisfait du FMI et de la Banque mondiale qui parlait de 3 milliards de réduction du service de la dette... mais sur une période de vingt ans ! La valeur nette de la dette devait diminuer de 54 %, selon les prévisionnistes très optimistes du FMI. Patatras ! Loin de décroître, conformément aux proclamations médiatisées, la dette de la Tanzanie est

toujours à la hausse. Pendant ce temps, elle applique les politiques néolibérales dictées par les institutions internationales.

Certes, quelques sommes libérées par l'initiative PPTE ont été investies dans l'éducation, avec pour but d'éliminer les droits d'inscription à l'école primaire. La Banque mondiale peut alors proclamer que « *du jour au lendemain, 1,6 million d'enfants sont retournés à l'école* ». Mais tout ceci n'est que de la politique-spectacle : rien n'est fait pour briser la spirale d'une dette qui est passée de 6,7 milliards de dollars à la fin 2001 à 7,5 milliards de dollars deux ans plus tard (dont 3,5 envers la Banque mondiale qui est de loin son principal créancier). Phénomène inquiétant, le ratio dette/exportations utilisé par le FMI et la Banque mondiale pour décider de la soutenabilité d'une dette, est passé de 105 % à la fin 2001 à 140 % à la fin 2003. Entre 1980 et 2002, la Tanzanie a remboursé, au titre de service de la dette, 4,3 milliards de dollars qui ont cruellement manqué aux services sociaux sur place.

En somme, la Tanzanie est totalement sous contrôle des grandes puissances. Elle exporte ses richesses naturelles (comme la perche du Nil) et financières (via le mécanisme de la dette). Pendant ce temps, sa population se débat dans la misère. La Tanzanie représente un condensé des pires conséquences du mécanisme de la dette. A ce titre, la démonstration du *Cauchemar de Darwin* est éclatante.

Damien Millet
Damien Millet est secrétaire général du CADTM France (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde).

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .